La zone euro dans l'économie mondiale et les développements envisageables dans les prochaines années

2002/2259(INI) - 19/12/2002 - Document de base non législatif

OBJECTIF : faire un premier bilan des différents aspects pratiques liés à l'euro, et notamment de l'introduction les billets de banque et pièces en euros. CONTENU : la communication présentée par la Commission européenne constate que près d'un an après l'introduction des pièces et des billets en euros, l'euro fait partie intégrante de la vie quotidienne des citoyens européens. - Selon l'enquête Eurobaromètre réalisée en novembre 2002, la majorité des Européens sont satisfaits d'avoir l'euro comme monnaie. Seule une personne sur plus de cinq éprouve encore quelques difficultés. La grande majorité des citoyens s'est rapidement accoutumée aux espèces en euros: si plus des deux tiers (68,8%) manipulent facilement les pièces, cette proportion est encore plus élevée pour les billets (92,8%). La plupart des Européens estiment également que le nombre des valeurs choisies pour les billets et les pièces est le bon (83,7% et 53,5% respectivement). - Les citoyens connaissent bien désormais les pièces des autres pays de la zone euro. Dans les régions frontalières, les grandes villes et les régions touristiques notamment, une proportion croissante des pièces en circulation sont d'origine "étrangère". Les différentes faces nationales des pièces suscitent un grand intérêt et 92,6% des personnes interrogées confirment que la diversité des pièces ne leur pose aucun problème. - L'introduction des pièces et des billets en euros a eu un impact sur l'utilisation de la monnaie unique en dehors de la zone euro, et ce, tant en Europe que dans d'autres régions du monde. Le comportement des voyageurs européens joue un rôle à cet égard, puisque 53% des ressortissants de la zone euro voyageant en dehors de cette zone déclarent emporter des espèces en euros, alors que 16% seulement se munissent de dollars. Les trois États membres n'appartenant pas à la zone euro (Danemark, Suède et Royaume-Uni) ainsi que les douze pays candidats acceptent régulièrement les paiements liquides en euros, même si cette pratique se limite généralement aux capitales et aux régions touristiques. Certains commerçants affichent même les prix en euros. Dans certaines régions des Balkans, telles que le Monténégro et le Kosovo, l'euro est utilisé de facto comme monnaie locale, souvent en remplacement de l'ancien mark allemand. L'introduction des pièces et des billets en EUR a également eu un impact, bien que moindre, sur d'autres continents. L'EUR est également accepté comme moyen de paiement dans les régions touristiques de certains pays d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, où l'on peut voir des prix affichés en euros. - Dans certains pays, les citoyens ont associé le passage à l'euro à des augmentations significatives de prix, mais aucune donnée concrète ne corrobore cette impression. En particulier, une analyse statistique détaillée de l'évolution des prix fondée sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) montre que les effets inflationnistes du passage à l'euro sont de l'ordre de 0 - 0,20%. Une analyse plus approfondie démontre l'existence d'un écart très net entre l'inflation perçue et l'inflation mesurée, ce qui s'explique par le renchérissement notable de certains biens et services fréquemment achetés (des données montrent clairement que lahausse des prix a été plus sensible dans le secteur des services, notamment dans les restaurants, les hôtels, les bars, etc.), qui marquent plus fortement l'esprit des consommateurs. - L'influence de l'introduction de l'euro fiduciaire sur les habitudes de paiement des citoyens ne peut être jaugée avec certitude à ce stade. On a constaté une forte progression de l'utilisation des moyens de paiement autres que les espèces en 2002, mais il est difficile d'attribuer cette évolution au seul passage à la monnaie unique. Le montant moyen des retraits d'espèces aux DAB (distributeurs automatiques de billets) semble également avoir augmenté. - La dernière enquête Eurobaromètre confirme que les Européens commencent à penser en euros, mais que le chemin est encore long: si 42,2% des consommateurs calculent déjà le plus souvent en euros, ce pourcentage chute à 12,5% lorsqu'il s'agit d'achats importants comme une maison ou une voiture pour lesquels les citoyens continuent à penser en monnaie nationale. Les détaillants continuent de pratiquer le double affichage des prix, ce qu'apprécient certaines catégories de consommateurs, notamment ceux qui calculent encore en monnaie nationale. Tandis qu'une majorité des personnes interrogées (50,6%) ne souhaitent pas que les commerçants maintiennent le double

affichage des prix, 47,2% sont d'un avis contraire. Dans le même temps, il faut bien reconnaître que la poursuite du double affichage des prix retarde la conversion mentale de la population à l'euro et risque même d'aller à l'encontre du but recherché qui est d'assurer un passage sans heurts à la monnaie unique. En accord avec Eurocommerce, la Commission recommande donc au secteur du commerce de détail de renoncer au double affichage d'ici le 30 juin 2003 au plus tard et d'en informer les consommateurs en temps utile. Cette recommandation s'applique aussi à d'autres secteurs où les montants et les prix continuent de figurer en euros et en monnaie nationale, par exemple, sur les factures de certaines entreprises ou les relevés de compte fournis par les établissements financiers à leurs clients.